



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec les
collectivités territoriales et des
affaires juridiques**

Arrêté n° 21-DRCTAJ/1- 154

**Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
l'élevage de volailles exploité par la SAS LES FERMES DE VENDEE
au lieu-dit « Le Fondreau » sur la commune de PUYRAVAULT
Prescriptions complémentaires**

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I relatif à l'autorisation environnementale, le livre II relatif à l'eau, le livre IV relatif à la faune et à la flore et le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution UE 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (M.T.D.) au titre de la Directive 2010/75 UE du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du préfet de région 2018 n° 408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral 11-DDTM-279 du 4 mars 2011 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin du Lay ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 29 avril 2017 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08-DRCTAJE/1-232 du 11 avril 2008 autorisant la SCA LA GRANDE COLOMBIE à exploiter un élevage de volailles, sur le territoire de la commune de MOREILLES au lieu-dit « Château-Musset » et sur le territoire de la commune de PUYRAVAULT aux lieux-dits « le Fondreau » et « la Colombie » ;

Vu le Règlement Sanitaire Départemental de la Vendée ;

Vu la lettre de la préfecture du 14 février 2020 validant le dossier de réexamen déposé par l'exploitant ;

Vu le document justifiant de la conformité du projet aux conclusions sur les MTD au titre de la directive IED pour l'élevage intensif de volailles, intégré au dossier de demande ;

Vu le dossier déposé le 19 décembre 2016 par la SA BALLIS (groupe DOUX), complété par la même société le 6 novembre 2017 en vue de mettre à jour son plan d'épandage ;

Vu la déclaration de reprise en date du 31 juillet 2018 du site « le Fondreau » à PUYRAVAULT par la SAS LES FERMES DE VENDEE, faisant suite à la liquidation judiciaire du groupe DOUX ;

Vu le dossier déposé par le gérant de la SAS LES FERMES DE VENDEE le 24 juillet 2020, complété le 19 novembre 2020, reprenant la mise à jour du plan d'épandage de la SA BALLIS et une demande d'augmentation des effectifs en vue d'être autorisé à exploiter un élevage de 195 000 poulettes futures pondeuses, implanté sur le territoire de la commune de PUYRAVAULT au lieu-dit « le Fondreau »;

Vu les plans, cartes et notices annexés au dossier de demande ;

Vu les avis émis par les chefs de service administratif consultés ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de PUYRAVAULT, SAINTE-GEMME-LA-PLAINE, NALLIERS, LE LANGON et SAINTE-RADEGONDE-DES-NOYERS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 mars 2021 ;

Considérant les dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement et notamment que la demande présentée ne nécessite pas de recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que la surface d'épandage nécessaire est suffisamment dimensionnée par les parcelles mises à disposition par treize exploitants tiers ;

Considérant l'absence d'observations par l'intéressé dans le délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté statuant sur sa demande.

Arrête

Chapitre 1. Portée, conditions générales

Article 1.1 - Exploitant, durée, péremption

Les installations de la SAS LES FERMES DE VENDEE dont le siège social est situé « ZI des Landes – 5 rue de l'Industrie – l'Oie – 85140 ESSARTS-EN-BOCAGE », faisant l'objet de la demande susvisée déposée complète le 19 novembre 2020 sont autorisées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de PUYRAVAULT au lieu-dit « le Fondreau ».

L'arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, sauf cas de force majeure, ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

Article 1.2 - Nomenclatures, effectifs, quantités

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 08-DRCTAJE/1-232 du 11 avril 2008 autorisant les gérants de la SCA LA GRANDE COLOMBIE à exploiter un élevage de volailles, sur le territoire de la commune de MOREILLES au lieu-dit « Château-Musset » et sur le territoire de la commune de PUYRAVAULT aux lieux-dits « le Fondreau » et « la Colombie » est abrogé et remplacé par les articles 1.2.1 et 1.2.2 suivants.

1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique **autorisation** de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Effectif
3660-a	Élevage intensif de volailles de plus de 40000 emplacements	Élevage de volailles	195 000 emplacements de volailles 195 000 emplacements de poulettes futures pondeuses en 8 bâtiments

1.2.2 - Liste des installations concernées par une rubrique **déclaration** (avec contrôle périodique *DC) de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Effectif/volume
4718-2b *DC	Stockage de gaz inflammables liquéfiés d'une quantité totale supérieure ou égale à 6 t et inférieure à 50 t	Citernes de gaz fixes	Stockage de 30 t de gaz inflammables liquéfiés

Article 1.3 - Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande déposée complète le 19 novembre 2020.

L'exploitant adresse en trois exemplaires au Préfet (pôle environnement), une déclaration de début d'exploitation respectant les prescriptions du présent arrêté, dès que la mise en service des prescriptions du présent arrêté.

Toute modification notable du mode de fonctionnement de l'installation, concernant notamment la gestion des déjections, ainsi que toute transformation dans l'état des lieux, sont portées à la connaissance du Préfet, avant leur réalisation, accompagnées des éléments d'appréciation nécessaires.

Concernant la cession des déjections, la dénonciation de l'une des conventions annexées au présent arrêté fait l'objet d'une information immédiate de l'inspecteur des installations classées qui évaluera les nouvelles propositions de l'exploitant et indiquera la procédure nécessaire en vue de poursuivre l'activité d'élevage.

Article 1.4 - Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'autorisation s'ajoutent à celles des actes administratifs antérieurs ; ainsi l'arrêté préfectoral n° 08-DRCTAJE/1-232 du 11 avril 2008 autorisant les gérants de la SCA LA GRANDE COLOMBIE à exploiter un élevage de volailles, sur le territoire de la commune de MOREILLES au lieu-dit « Château-Musset » et sur le territoire de la commune de PUYRAVAULT aux lieux-dits « Le Fondreau » et « La Colombie » reste applicable et est complété par le présent arrêté.

Article 1.5 - Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales (article L. 512-5 du code de l'environnement) du :

- 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

dont les copies sont jointes au présent arrêté.

Article 1.6 - Prescriptions particulières – Renforcement des prescriptions générales

Épandages des effluents de l'élevage sur les parcelles situées dans le Parc Naturel Régional (PNR) du Marais Poitevin

- l'équilibre de la fertilisation est respecté,
- les épandages sur les parcelles en prairies situées dans le PNR sont interdits entre le 15 avril et le 30 juin,
- les épandages sur les cultures dans le PNR sont interdits entre le 15 avril et le 15 juillet.

Les documents de surveillance de la fertilisation, en plus des mentions réglementaires à indiquer sur les bordereaux de transfert des effluents, comprennent l'indication :

- des dates d'épandage,
- de la culture en place ou réalisée,
- du numéro de parcelle ou d'îlot,
- la situation ou non de la parcelle dans le territoire du PNR.

Article 1.7 - Cessation d'activité

Au moment de l'arrêt définitif de l'activité pour laquelle l'installation est autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif.

La notification de l'exploitant indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, en particulier :

- 1) L'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site.
Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées ou semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.
- 2) Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3) La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4) La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Sans préjudice des mesures des articles R. 181-48 et R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 et R. 515-75 du code de l'environnement lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site compatible avec un usage agricole.

Chapitre 2. Prescriptions relatives à la rubrique n° 3660

Article 2.1

Pour l'application du présent chapitre :

- Les " installations autorisées après la parution des conclusions MTD " sont les installations pour lesquelles une autorisation au titre de la rubrique n° 3660 est délivrée après le 21 février 2017 (date de publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs), y compris les installations faisant l'objet d'une autorisation pour une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- Les " installations autorisées avant la parution des conclusions MTD " sont les autres installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 3660 ;
- Les " niveaux d'émission " sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Pour les poulets de chair d'une masse finale supérieure à 2,5 kg, ces niveaux d'émission sont fixés par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement ;
- Les " meilleures techniques disponibles " sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.

Article 2.2 Le présent article ne comporte pas de dispositions réglementaires.

Article 2.3

Les meilleures techniques disponibles sur lesquelles l'exploitant s'est engagé et décrites dans sa demande d'arrêté de prescriptions complémentaires sont applicables dès la signature du présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles susvisé.

A ce titre, sont notamment réalisés annuellement :

- au titre de la MTD 24 de la décision d'exécution suscitée, un bilan massique des excréments d'azote et de phosphore (outil BRS) de l'année précédente. Les valeurs d'excrétion d'azote et de phosphore sont comparées à celles des MTD 3 et 4.

- au titre de la MTD 25, un calcul des émissions atmosphériques d'ammoniac (outil GEREP) de l'année précédente. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'élevage respecte les niveaux d'émission.

Article 2.4 Le présent article ne comporte pas de dispositions réglementaires.

Article 2.5

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié susvisé.

Les installations étant autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.

Chapitre 3. Modalité d'exécution, voies de recours

Article 3.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, elle peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est :

- 1° pour le pétitionnaire ou exploitant, de deux mois à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- 2° pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

Article 3.3 - Publicité

A la mairie de PUYRAVAULT :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, pôle environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.4 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.5 - Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de la Vendée, le directeur départemental de la protection des populations, les inspecteurs de l'environnement, le maire de PUYRAVAULT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 25 MARS 2021

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Anne TAGAND

Arrêté N° 21-DRCTAJ/1-ASA

Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement l'élevage de volailles exploité par la SAS LES FERMES DE VENDEE au lieu-dit « le Fondreau » sur le territoire de la commune de PUYRAVAULT - Prescriptions complémentaires

dossier 82/0236 - 2018/0801

ANNEXES à l'arrêté N° 21-DRCTAJ/1- ~~ASA~~
Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
l'élevage de volailles exploité par la SAS LES FERMES DE VENDEE
au lieu-dit « Le Fondreau » sur la commune de PUYRAVAULT
Prescriptions complémentaires

- ANNEXE 1 : arrêté préfectoral n° 08-DRCTAJE/1-232 du 11 avril 2008 autorisant la SCA LA Grande Colombie à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « Le Fondreau » sur le territoire de la commune de PUYRAVAULT (et « La Colombie » à PUYRAVAULT et « Château-Musset » à MOREILLES) ;
- ANNEXE 2 : liste des parcelles mises à disposition par les exploitants tiers, destinées à l'épandage des effluents de l'élevage.
- ANNEXE 3 : contrats de reprise des effluents de l'élevage de la SAS LES FERMES DE VENDEE par :
 - EARL BRONDELLE – 34 route Nationale – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - EARL CHEVALIER – Route de Luçon – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - REVELEAU David – Chavigny – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - GAEC FIEF L'AUBEPIN – 28 bis route Nationale – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - FORGEAU Philippe – 14 bis rue de la Verdasse – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - GAEC CHAVIGNY – Chavigny – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - EARL LE GRAND CHAMP – Le Grand Champ – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - EARL LES GRANGES DE L'ABI – Chavigny – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - JARNY Eddy – 9 rue des Anciens Combattants – 85580 TRIAIZE
 - SCEA ST NICOLAS – 5 rue St Nicolas – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - SCEA LA BAUNAIE – La Baunaie – 85400 STE GEMME LA PLAINE
 - SCEA LA GROIX – 12 rue de la Groie – 85370 NALLIERS
 - EARL LA PRELERIE – La Frelerie – 85570 POUILLÉ
- ANNEXE 4 : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 3660, 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- ANNEXE 5 : arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées.